

KSENTINI À PROPOS DE L'INTERDICTION DE L'ACTIVITÉ POLITIQUE POUR LES ANCIENS DU FIS : «La disposition de la charte n'est pas conforme au droit»

L'interdiction de retour à l'activité politique légale des anciens du FIS dissous ayant été à l'origine de la tragédie nationale, mesure énoncée de façon globale dans la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, est-elle conforme aux canons du droit ? Le président de la CNCPPDH, M^e Farouk Ksentini, affirme que non et qu'il faille se pencher sur la question.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Il aura fallu donc attendre six années d'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale pour entendre une voix tonnante dans la périphérie du pouvoir en place reconnaître que les artisans de la loi en question n'ont pas été très regardants en matière de droit. «L'interdiction ne peut en aucun cas être généralisée. Elle ne peut également pas avoir le caractère de la perpétuité. Toute interdiction doit être limitée dans le temps. Il faut se pencher sur la question», expliquait jeudi, au forum d'*El Moudjahid*, M^e Farouk Ksentini qui, visiblement, ne s'attendait pas à s'entendre poser la question. Il faut dire que le président de la CNCPPDH était ce jour tout impatient de démentir le propos qui lui a été attribué par le journal *El Djazaïr* et qui lui a fait dire que la décision «d'une amnistie générale en faveur des terroristes est imminente».

M^e Ksentini a estimé donc que le journal lui a fait dire ce qu'il n'a pas dit. «Je n'ai jamais affirmé que l'amnistie générale est imminente, quand bien même je le souhaiterais. C'est une décision qui relève de la prérogative exclusive du président de la République. C'est à lui d'en décider.

Je ne vois au demeurant pas pourquoi il me choisirait, moi, pour en faire l'annonce», a-t-il insisté, précisant que l'entretien en question a été fait par téléphone, comme pour dire que c'est peut-être cet aléas qui a été à l'origine de cette «incompréhension». Il n'en demeure que, cela dit, M^e Farouk Ksentini poursuit à se définir comme partisan acharné du prolongement de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale par des mesures complémentaires. Il a énuméré ce disant les problèmes qui restent à résoudre et que la charte n'a pas pris en charge. Il s'agit des indemnités au profit des internés du Sud et de ceux dont les biens matériels ont été détruits par le terrorisme. «Je suis convaincu que ces dispositions interviendront prochainement», a-t-il pris le risque d'affirmer.

1 257 terroristes éliminés entre 2006 et août 2011
Le président de la cellule d'assistance judiciaire pour l'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, M^e Merouane Azzi, qui a été de la commémoration du 6^e anniversaire du référendum sur la charte du 29 septembre 2005, a fourni le bilan chiffré de ce qui a été

accompli. Ayant estimé que les lois sur la Rahma et la Concorde civile sont des lois techniques, la Charte pour la paix, a-t-il dit, s'est proposé comme un mécanisme le plus à même de solutionner la crise que vivait le pays, en ce sens qu'elle prenait en charge les conséquences. M^e Azzi, qui fait de sa mission un acte militant, a souligné qu'en six mois, soit entre février 2006, date de la promulgation des textes d'application de la charte, et août de la même année, elles étaient déjà 2 226 personnes à en avoir bénéficié. Et jusqu'à juin 2010, les bénéficiaires de la charte ont atteint le total de 7 544 personnes.

Ces bénéficiaires, a expliqué M^e Azzi, englobent les repentis, les prisonniers, jugés définitivement ou dont les dossiers étaient encore en instruction et les personnes exilées. M^e Azzi a fait cependant cas de 120 personnes qui n'en ont pas encore bénéficié pour des raisons qu'il n'a pas évoquées. Par ailleurs, depuis la promulgation des décrets d'application de la charte jusqu'au mois d'août 2011, les opérations des services de sécurité se sont soldées par l'élimination au total de 1 257 terroristes. La courbe des éliminations, durant cette période, est ascendante. L'année 2006 a enregistré 125 éliminations de terroristes, l'année d'après 182 et l'année suivante 200. En 2009, ils ont été 300 terroristes à avoir été éliminés, un peu moins en 2010, soit 250 éliminations et 200 jusqu'à août 2011.

M^e Azzi, auteur de cette statistique, pour mettre en exergue la

réussite du mécanisme édicté par la charte, a procédé, par ailleurs, à une étude comparative entre les personnes tuées par le terrorisme avant l'année 2000 et celles tuées entre 2001 et 2010. Il a affirmé que globalement, avant l'année 2000, le nombre de tués par année oscillait entre 8 000 et 10 000 personnes par an. La courbe sera descendante dès 2001, année durant laquelle 2 672 personnes ont été tuées. Le bilan a été de 2 146 tués en 2002. Il a chuté à 1 677 en 2003, pour n'être que de 984 en 2004.

En 2010, le nombre de personnes tuées a été de l'ordre de 600 à 700 personnes. Nettement inférieur aux années 2005 et 2006 où il a été respectivement de 950 et 670 personnes tuées. L'orateur a noté aussi qu'aucun massacre n'a été enregistré et que les attentats à l'explosif ont considérablement diminué. S'agissant des familles de terroristes indemnisées dans le cadre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, M^e Azzi a affirmé que sur 17 000 terroristes tués à l'échelle nationale, 11 200 familles ont été indemnisées. «Certaines familles ont refusé les indemnités», a-t-il indiqué.

Concernant les disparus, la liste officielle, a révélé M^e Azzi, comporte 6 543 personnes. «6 520 familles ont été indemnisées», a-t-il attesté, s'en prenant, au passage, aux organisations qui marchandent la détresse des familles des disparus, citant nommément Nacera Détour.

M^e Azzi a considéré que personne n'a empêché les familles de dis-

parus de demander la vérité et la justice. Seulement, il a estimé que «le temps n'est pas à l'ouverture des plaies et à la recherche et la détermination des responsabilités dans la tragédie nationale». «Si on cherche la vérité, on ouvrira la porte à nouveau à la tragédie», a-t-il averti. Cela étant, M^e Azzi a également fait cas de 6 000 personnes comptant parmi les travailleurs licenciés au motif qu'ils étaient impliqués dans la subversion terroriste ou activant dans le SIT dissous (syndicat de l'ex-FIS) qui ont été indemnisées entre mars 2006 et mars 2007. «Au Total, ce sont 25 000 dossiers qui ont été traités entre mars 2006 et juin 2011», a-t-il indiqué. Interrogé sur le nombre de femmes violées par les terroristes, M^e Azzi était incapable de fournir un chiffre, tant est qu'il est difficile d'établir une statistique viable, eu égard aux fausses déclarations.

En revanche, ils seraient, selon lui, environ 500 enfants à être nés dans les maquis et qui ont aujourd'hui entre 3 et 15 ans. Ces derniers restent toujours sans filiation civile. Un problème qui reste donc à résoudre.

S. A. I.

15 Algériens encore à Guantanamo

A en croire le président de la CNCPPDH, ils seraient encore entre 10 et 15 Algériens à être encore détenus sans procès à la prison américaine de Guantanamo. Il a noté à ce propos que le président américain Barack Obama n'a pas tenu ses promesses.

S. A. I.

UN NEUVIÈME TERRORISTE ÉLIMINÉ À ZEMMOURI L'opération contre la katibet El Arkam se poursuit

L'opération de ratissage déclenchée en début de semaine par les forces combinées de sécurité (ANP et BMPJ) dans la forêt de Souichette, dans le nord de la région de Zemmouri, et Leghata, localités situées dans la partie centrale de la wilaya de Boumerdès, se poursuit.

Cette opération, qui a nécessité la mobilisation d'importants moyens militaires, a pour objectif la destruction de la partie la plus importante du potentiel de nuisance de l'une

des plus dangereuses katibates du GSPC, devenu Aqmi, qui écume la Kabylie. Cette forêt maritime de 1 500 ha est toujours encerclée par les forces de l'ordre. Selon une

source sécuritaire, dans la nuit de mercredi à jeudi, de violents accrochages s'y sont déroulés et plus d'une dizaine de terroristes se terrent dans de profondes casemates. «Je pense que quatre ou cinq terroristes ont été éliminés», dira notre source. Hier matin, on nous a confirmé l'élimination d'un terroriste et de quatre autres blessés qui ont été hospitalisés dans un hôpital militaire.

Déjouer les pièges

Il est très difficile pour l'heure de déterminer avec précision le bilan de cette opération. En plus des difficultés habituelle liées à la circulation de l'information, les responsables eux-mêmes ne disposent pas encore de données certaines. En effet, militaires et policiers ratissent une large zone de maquis et de forêt où il n'est pas aisé d'avancer à pied à cause, d'une part, de la

densité du bois et d'autre part des dangers que représentent les pièges tendus par les terroristes.

Les alentours des caches de terroristes sont systématiquement cernés de mines anti-personnel indétectables avec les moyens conventionnels.

C'est le moyen de protection qu'utilisent les islamistes. Cette méthode fait des victimes parmi les services de l'ordre mais aussi parmi les citoyens qui s'aventurent dans certaines forêts.

Comment sont faites ces bombes ? L'explosif est contenu dans une bouteille en verre, laquelle est enterrée et indétectable avec les appareils électroniques. Le détonateur est attaché à du fil de pêche invisible. Ce fil est tendu et attaché sur quelques dizaines de centimètres à un tronc d'arbre ou un piquet.

Le pied du marcheur qui heurte le fil déclenche l'explosion. Face à ce risque, les officiers et les agents de l'ordre sont obligés d'innover et parfois d'utiliser des moyens archaïques pour déjouer les pièges mortels. Ils utilisent souvent un crochet à trois crocs.

Ils lancent cet instrument attaché à une corde sur une dizaine de mètres puis le ramènent vers eux pour accrocher le fil de pêche et déclencher l'explosion d'éventuelles bombes. Ce travail exige du temps et de la patience.

Abachi L.

APRÈS LES RÉVOLUTIONS DU PRINTEMPS ARABE

«Les islamistes contraints d'adopter la démocratie»

Pour Alaya Allani, professeur d'histoire à l'Université de la Manouba, en Tunisie, la mouvance islamiste politique est condamnée à tenir compte de la déferlante démocratique du printemps arabe.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Après les révolutions du printemps arabe, les peuples de la région ont pris conscience que la démocratie est le seul mode politique qui assurera la stabilité des systèmes et la sécurité des peuples arabes», a affirmé Alaya Allani, hier, à Alger lors du colloque «Le monde arabe en ébullition, révoltes ou révolutions ?». Il recommande ainsi aux mouvances islamiques politiques d'adhérer à la «modernité» et à l'«ouverture» sur la démocratie,

revendication majeure des peuples «révoltés». Dans sa communication sur «L'islamisme à l'épreuve de la démocratie», l'intervenant est revenu sur l'histoire des mouvements islamiques politiques à partir de la fondation du mouvement des Frères musulmans dans les années 1920 en Egypte. Il évoquera également les expériences tunisienne et algérienne. «Au début, les islamistes considéraient la démocratie comme un concept importé de l'Occident et préféraient parler de choura

(consultation), mais la période de leur exil dans les pays occidentaux leur a permis de développer leur concept de la démocratie et de changer leur position», explique-t-il. Pour l'universitaire, ces mouvements s'approchent graduellement du concept courant de la démocratie. «En Tunisie, le mouvement islamique a beaucoup changé mais il demeure encore loin des attentes de la révolution du peuple», dit-il. Quant à l'Algérie, il relève que la pensée démocratique n'a jamais été enracinée dans la tendance islamique, avant d'ajouter : «Le mouvement Hamas en Algérie a, toutefois, fait des efforts pour se rapprocher de la démocratie. D'ailleurs, son ancien président, Mahfoud Nahnah,

avait tenté d'allier choura et démocratie en optant pour la «chourakatie». Evoquant la laïcité, Alaya Allani a indiqué qu'elle est souvent assimilée à «l'athéisme» dans les pays arabes. «Alors que les Frères musulmans continuent à contester catégoriquement la séparation du politique du religieux, le rejet des autres mouvements islamiques diffère d'un pays à un autre», précisera-t-il.

Unique exception, il cite le modèle turc qui «a allié islamisme et laïcité». Par ailleurs, le conférencier a souligné que les Occidentaux encouragent de plus en plus la participation des «islamistes modérés» à la vie politique afin, dit-il, «d'éradiquer l'islamisme radical». R. N.